



30 JUIN 2026

Propos recueillis par Gérald Papy

ECLAIRAGE

L'Europe connaît-elle une frénésie militariste ?

Interview de Yannick Quéau
pour Le Vif

grip

Début juin 2026 paraissait dans le magazine belge francophone *Le Vif*, une interview de Yannick Quéau (Y.Q.), directeur du GRIP, consacrée aux dépenses européennes dans le domaine de la défense et à la question : « *L'Europe connaît-elle une frénésie militariste ?* ». Cette interview a été réalisée en amont d'une mobilisation pour la paix organisée le 14 juin à Bruxelles afin de dénoncer une « *militarisation irresponsable de notre société* » et plaider pour « *des investissements dans les personnes, pas dans la guerre* ». Sous le slogan « *Welfare, NOT Warfare* » (« *La justice sociale, pas la guerre* »), de nombreuses organisations de la société civile, des syndicats, des associations belges et européennes, et le PTB appelaient à manifester à Bruxelles. Cette mobilisation intervenait dans un contexte marqué par une hausse soutenue des dépenses militaires européennes depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Si cette guerre et les menaces qu'elle fait peser sur la sécurité du continent ont conduit les États européens à renforcer leurs capacités de défense, l'ampleur et la rapidité de ce réarmement nourrissent un débat croissant quant à sa pertinence. Dans cet entretien dirigé par le journaliste Gérald Papy, Yannick Quéau interroge les fondements du renforcement des budgets militaires européens, la mesure dans laquelle la menace russe justifie l'augmentation des budgets militaires, ainsi que les arbitrages qu'elle implique dans un contexte où les questions de protection sociale, de pouvoir d'achat et les effets de plus en plus visibles du dérèglement climatique sont également présentés comme des priorités.

Quelle augmentation des budgets de la défense observe-t-on depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022 ?

Y.Q.: On observe une augmentation assez substantielle, surtout pour des États comme l'Allemagne où les dépenses militaires étaient sous la barre des 60 milliards d'euros en 2021 et ont dépassé les 100 milliards en 2025. C'est le saut le plus spectaculaire. Mais tous les États présentent une hausse, même ceux qui ont maintenu un rythme moins soutenu, à l'image de l'Espagne.

Cependant, la tendance est plus ancienne. La guerre en Ukraine l'a accélérée. L'augmentation des dépenses militaires est conditionnée par des cycles longs. Ainsi, plusieurs pays étaient engagés dans des investissements de long terme, liés notamment au renouvellement de leurs moyens aériens. La facture des avions F-35 s'inscrit dans ce cadre pour la Belgique, notamment. Ensuite, des équipements ont été livrés à l'Ukraine dans le contexte de l'effort de guerre. Et il a fallu les remplacer.

La décision de l'OTAN au sommet de La Haye en juin 2025 de relever les critères de dépenses militaires de 2 % à 5 % du PIB annonce-t-elle un maintien de cette hausse des budgets de défense ?

Y.Q.: Oui, mais pas autant que ce que l'OTAN préconise. Il n'y a aucune obligation pour les États membres de suivre ces recommandations. Ce sont les choix budgétaires nationaux qui décident de l'orientation des dépenses dans les États

membres. Rien de plus normal : les processus démocratiques sont ainsi respectés. De toute façon, je ne crois pas que les budgets s'aligneront sur ces recommandations. Il suffit de voir les discussions qui ont eu lieu en France sur la loi de programmation militaire. Elle est finalement plus modeste que ce qui avait été annoncé au départ, parce que le budget a été rattrapé par la réalité économique. On est proche d'une situation de stagflation dans l'Union européenne. Fixer les dépenses militaires en points de pourcentage du PIB quand la croissance est atone et que l'inflation est élevée devient compliqué pour tous les États européens. Cette correction va créer beaucoup de frustration dans les états-majors militaires auxquels on a promis monts et merveilles. Mais il est probable que les gouvernements devront réviser à court terme les ambitions initiales. C'est le jeu démocratique. On ne peut pas sacrifier les autres missions de l'État en coupant dans tous les secteurs pour préserver les deniers de la défense.

D'autant que la concurrence entre priorités est rude, avec les besoins de protection sociale et de lutte contre le dérèglement climatique...

Y.Q.: Un arbitrage devra être fait. On observe une érosion du soutien de l'opinion publique aux dépenses de défense en Europe, même s'il reste fort. L'impact du changement climatique se fait à nouveau sentir avec l'épisode caniculaire qu'on a connu et les effets de l'incitation au passage à la voiture électrique. Les coupes dans le secteur de l'éducation provoquent aussi des contestations... Pour légitimer les investissements dans la défense, il y a

toujours une instrumentalisation politique des priorités de financement des fonctions régaliennes. C'est un argument pour justifier des coupes ailleurs.

Certains exagèrent-ils la menace de la Russie pour justifier des dépenses militaires supplémentaires ?

Y.Q.: Il y a, d'une part, le discours sur le rattrapage de ce qui aurait dû rester le niveau de dépense militaire et de préparation des armées européennes. Mais c'est un impensé parce que l'on ne sait pas quel est le seuil à atteindre pour parer une menace. On ne dit pas précisément contre quoi se protéger et les types d'équipements qui seraient nécessaires. Quand on avance l'idée de réarmement, on fait abstraction de beaucoup de choses. La logique serait de réarmer après une époque où l'on aurait désarmé. Mais on n'a pas désarmé. On a juste changé de modèle de système de défense, de modèle d'armée, de modèle technologique. On fonctionne complètement différemment par rapport aux années 1980. Encore heureux, un certain nombre d'évolutions de la pensée stratégique ont été imaginées par les militaires. Il est vrai que plane sur l'OTAN une menace de la Russie, mais elle est exagérée. Il faut réussir à mettre le curseur sur la menace réelle. Il est normal de consentir un effort budgétaire pour soutenir l'Ukraine, délégitimer les volontés impérialistes russes, et essayer de faire comprendre à Vladimir Poutine que cela ne se passera pas comme cela. Il faut aussi renforcer un certain nombre de capacités en Europe qui tiennent moins à la menace russe qu'aux risques que font peser les États-Unis par une forme de désengagement ou par un conditionnement

de leur soutien à un chantage politique qui fait parfois penser qu'ils sont plus en phase avec le régime autoritaire de Moscou qu'avec les démocraties européennes. Dans la perspective d'une réduction ou d'un abandon du soutien américain, il faudrait œuvrer à combler un certain nombre de lacunes dans nos capacités militaires. Or, pour l'instant, on n'agit pas dans ce sens-là en Europe.

Est-ce à dire que l'on ne répond pas nécessairement aux faiblesses capacitaires avérées de l'Europe ?

Y.Q.: Non, pas tout à fait. Acheter une escadrille supplémentaire d'avions F-35, c'est «super». Mais l'Europe a déjà une supériorité dans ce domaine par rapport à la Russie avec un parc d'avions de combat plus nombreux, plus modernes, plus efficaces... En revanche, il manque à l'Europe des dispositifs d'alerte avancée, des systèmes antimissiles, des drones sur le modèle de ceux que les Ukrainiens ont réussi à produire rapidement et avec efficacité, des systèmes de frappe en profondeur, du renseignement militaire spatial, du transport logistique... Mais, pour l'instant, il n'y a pas de coordination de ces faiblesses capacitaires au niveau européen. On ne peut pas dire pour l'instant que les dépenses militaires supplémentaires engagées par les États ont contribué à une meilleure sécurité ou une meilleure préparation de l'espace européen à une menace russe conventionnelle. Dans la manière dont le débat est posé, il y a des éléments qui sont contradictoires. Et quand on va au bout du raisonnement, on s'aperçoit que l'important pour l'appareil militaire est de sécuriser ses budgets. Point.

L'Europe cède-t-elle à la « facilité » d'augmenter les budgets de défense alors qu'elle pourrait améliorer la coopération et la complémentarité entre ses armées ?

Y.Q.: Il y a un défaut de réflexion à l'échelle européenne. Les États essaient de le combler à leur niveau. C'est très imparfait, voire relativement peu efficace. Mais la défense est une fonction régaliennne qui dépend donc des États. S'ils doivent renforcer leur système militaire, ils le font en fonction de ce qu'ils pensent être leur priorité nationale. Cette attitude ne renforce pas nécessairement la défense du continent de manière efficace. C'est l'absence de coordination européenne qui conduit à cette situation. Ce sont les perspectives économiques plus que moyennes, voire inquiétantes pour certains États, qui réinsufflent un peu de réalisme dans ces débats. Avoir un pays en bonne santé économique est important parce que cela permet de réduire le fardeau de certaines dépenses, dont celles de défense.

Est-ce qu'un ajustement de dépenses militaires excessives s'opèrera-t-il presque naturellement ?

Y.Q.: Pas naturellement parce que c'est une question politique qui dépendra des arbitrages qui seront faits et des résultats des élections. Mais oui, à un moment donné, si l'objectif des partis politiques est de continuer à exercer le pouvoir, de s'y maintenir ou d'y arriver, il faudra réfléchir à la manière de revoir certaines priorités par rapport aux annonces faites de manière

un peu précipitée en instrumentalisant la menace d'une guerre. Il faut faire les efforts nécessaires pour permettre aux Ukrainiens de ne pas craquer et faire mieux encore, si c'est possible. Mais d'un autre côté, il faut être mesuré. Il n'y a pas d'impréparation ou de naïveté européennes en matière militaire. On dépense trois fois plus que la Russie dans ce secteur. Et on se rend compte que le niveau de préparation des armées européennes, surtout avec le soutien américain et canadien, est tout autre que ce dont l'armée russe a pu faire la démonstration au cours des dernières années.

La position de l'Espagne, qui a annoncé qu'elle ne se conformerait pas au critère de 5 % du PIB demandé par l'OTAN, vous paraît-elle plus intelligente ?

Y.Q.: L'Espagne a procédé à une augmentation de ses dépenses militaires. Mais elle est mesurée et conforme à ce qui a été annoncé depuis plusieurs années au regard des cycles de modernisation. Elle est donc plus sincère que certains États ou partis politiques qui ont voulu instrumentaliser un moment de crispation et d'inquiétude par rapport à la menace russe pour justifier des investissements qui sont apparus excessifs. Du reste, il est très difficile pour des états-majors militaires de gérer adéquatement soit un ralentissement des dépenses, soit leur augmentation soudaine, parce qu'on est tenté d'accélérer des choix qu'on aurait dû faire il y a dix ans. L'armement des drones belges est symptomatique de cette tendance. Il coûte très cher. Mais en définitive, il est peu pertinent dans le cadre des menaces que l'on annonce

pour justifier l'augmentation des dépenses militaires. Il faut savoir prendre un peu de recul. Les équipements militaires invitent à une réflexion sur quinze, vingt, vingt-cinq ans, même s'il y a des besoins plus urgents à combler.

Pour certains, organiser une marche pour la paix dans le contexte actuel, c'est être naïf et se voiler la face par rapport à la menace russe. Quelle est votre réaction à ce type d'accusations ?

Y.Q.: Il est trop facile d'associer cette mobilisation citoyenne à une forme de naïveté. C'est refuser le débat : « Il n'y a qu'à réarmer ; ceux qui ne sont pas d'accord sont des naïfs. » Quand on a dit cela, on n'a rien dit. Au contraire, des gens estiment que dans le cadre de la guerre en Ukraine, étant donné que l'immense ligne de front est complètement figée, on pourrait favoriser des négociations un peu plus poussées, ou que l'on pourrait maintenir notre soutien à l'Ukraine, mais en faisant attention aux choix politiques, économiques et budgétaires qui sont faits. Ce ne sont pas des propositions extravagantes. Mais si on leur répond qu'on va mettre le paquet sur le budget de la défense, qu'on va opérer des coupes dans l'éducation, et qu'on est prêt à envoyer des jeunes en camp de redressement militaire, c'est un sacré discours qui leur est opposé. Que des gens fassent connaître leur désaccord avec ce type de discours, c'est une démarche démocratique, et en réalité ce pourquoi l'OTAN a été fondée, à savoir défendre la démocratie occidentale. C'est une attitude citoyenne parfaitement légitime et salutaire.

Diriez-vous qu'on assiste à une frénésie militariste dans le chef de certains dirigeants européens ?

Y.Q.: Il y a un peu de cela. Cette réflexion doit être réinscrite dans le temps long. Il faut faire attention à ne pas sacrifier la prospérité et la cohésion européennes à cette cause-là. Le modèle démocratique, social et solidaire

européen n'est pas le modèle américain, chinois ou russe. Le sacrifier pour augmenter les dépenses militaires peut en outre poser des problèmes de dynamiques électorales, particulièrement au moment où des partis populistes réussissent à savamment instrumentaliser cette situation.

Les auteurs

Yannick Quéau est directeur du GRIP depuis 2020 après y avoir exercé la fonction de directeur adjoint et directeur de la recherche pendant deux ans. Ses sphères d'expertise couvrent la sécurité internationale, les relations transatlantiques en matière de défense, les aspects industriels, stratégiques et économiques de la production et du commerce des armes, qu'elles soient classiques ou nucléaires, ainsi que les règles de contrôle qui les encadrent.

Gérald Papy est journaliste et rédacteur en chef adjoint du *Vif*. Il couvre essentiellement des sujets internationaux.

Pour citer cette publication

«L'Europe connaît-elle une frénésie militariste? Interview de Yannick Quéau pour *Le Vif*», *Éclairage du GRIP*, 30 juin 2026.



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture :

Sommet de l'OTAN en juin 2025 à La Haye. Discussion entre le Premier ministre britannique Keir Starmer, le président étatsunien Donald Trump et le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte – crédit : [OTAN, licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0.](#)

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Mundo-Madou -Avenue des Arts, 7-8
1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 473 982 820 - admi@grip.org -
www.grip.org





Le GRIP a pour objectif la recherche et l'information sur les questions de paix et de sécurité internationales. Ses travaux portent sur :

- les conflits armés, leur gestion, leur prévention et leur résolution, notamment grâce aux outils du maintien de la paix, ainsi que leurs impacts humains et écologiques ;
- les politiques de sécurité et de défense, notamment au niveau européen ou en Afrique ;
- la production, le commerce, l'usage et le contrôle des armements.

Le GRIP entend contribuer à un monde moins armé et plus sûr en faisant la promotion des valeurs de paix, du règlement pacifique des différends et de la sécurité humaine. Il prend en compte dans ses travaux les conséquences humaines, sociales, économiques et écologiques des activités militaires et de production d'armement.

Le GRIP considère que les enjeux de sécurité et de défense doivent faire l'objet d'un débat démocratique et pluraliste. Il œuvre pour préserver l'accès des citoyen-ne-s, des médias et des décideur-euse-s politiques à une recherche indépendante sur ces questions.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

1. Développer une recherche indépendante sur la paix ;
2. Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
3. Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
4. Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
5. Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médiateurs ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun.

En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

→ Rejoignez-nous sur www.grip.org

→ Devenez donateur :

IBAN : BE87 0001 5912 8294
BIC/SWIFT : BPO TBE B1